

Mission à Sarajevo

Il y a des noms de villes qui interpellent l'Histoire. Aujourd'hui, derrière l'horreur du conflit qui déchire les populations de l'ex-Yougoslavie depuis trois ans, on parle beaucoup de Sarajevo, Mostar, Dubrovnik... Hier les regards étaient tournés vers Beyrouth au Liban, sur Pnom Penh au Cambodge, ou sur Koweït dans le Golfe.

A chaque fois, la France est présente pour essayer d'enrayer le déchaînement de la violence et de jouer un rôle majeur dans ce que les états-majors onusiens appellent le « maintien de la Paix » (Peacekeeping operation). Cette présence a jusqu'ici été essentiellement limitée à l'action diplomatique et militaire, avec l'envoi de casques bleus ou de troupes spécialisées. Paradoxalement, la France est souvent absente de la phase de reconstruction qui succède à ces crises et qui est souvent déterminante pour asseoir, sur le long terme, l'influence

politique et économique de notre pays.

Pour la première fois, le Ministre de la Défense, François Léotard, sur proposition de l'Amiral Lanxade - Chef d'Etat-Major des Armées, a décidé d'aller plus loin en associant le monde civil, et plus particulièrement les entreprises, dans la gestion de crises. Celles-ci deviennent, en effet, de plus en plus longues et complexes. La crise bosniaque, de par son ampleur et son intérêt stratégique, a été retenue comme terrain d'expérimentation de ce nouveau concept de coopération. Elle a, entre autres, la particularité de se dérouler en Europe et de concerner des populations très urbanisées, qui vivent dans une culture de pays industrialisés et qui exigent des « thérapeutiques » plus adaptées que la seule approche militaire ou humanitaire sur le terrain.

« Affaires civiles »

L'objectif recherché, dans cette association, est de participer à la résolution d'une crise avec d'autres moyens que la force, dès qu'un cessez-le-feu a été obtenu localement entre les belligérants, et sans attendre la signature de la paix. Dans cette perspective, le concours de l'expertise civile s'avère de plus en plus stratégique dans cette gestion d'interface entre le temps de guerre et le temps de paix, pour permettre à une ville ou à un pays de retrouver progressivement ses marques et de renouer avec une vie normale. Cette phase extrême-

ment délicate se prépare et les forces armées ont besoin de recourir au professionnalisme des ingénieurs et des techniciens des entreprises pour soutenir ces opérations baptisées « Affaires civiles » par mimétisme aux fameuses « Civil affairs » pratiquées depuis

Une approche inter-entreprises

C'est le SEFI - Syndicat des Entrepreneurs Français Internationaux - qui assure l'interface entre les entreprises et le Ministère de la Défense. La FNTF et le CNPF sont informés par le SEFI des démarches et de l'évolution du schéma de reconstruction. Claude Coppin est mandaté par André Jarrosson - Président du SEFI - pour suivre ce dossier « Affaires Civiles ».

longtemps par l'armée américaine et par les britanniques et qui donnent aux pays anglosaxons une certaine suprématie dans les opérations de sortie de crise et de reconstruction (cf. le plan Marshall en Europe ou l'opération au Koweït).

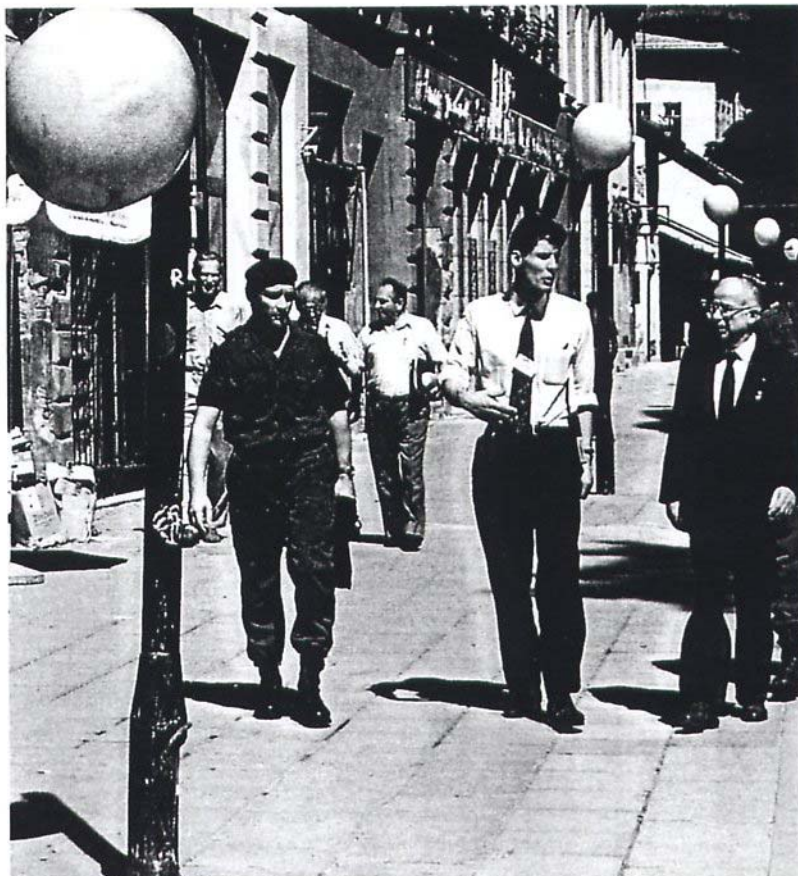
Avec la résolution 900, votée par l'ONU aux lendemains du drame du marché Markadek à Sarajevo qui a conduit l'OTAN à intervenir avec des frappes

Arrivée à Sarajevo de Claude Coppin et Xavier Guilhou.



aériennes, le Chef d'Etat-Major des Armées françaises a mobilisé une vingtaine d'officiers de réserve issus des entreprises du BTP, des télécoms, des secteurs de l'eau, de la grande distribution, des PME/PMI et des secteurs publics tels Sofre-rail, la DGAC (Direction Générale de l'Aviation Civile), ou du Ministère de la Justice..., afin qu'ils rejoignent la capitale bosniaque. Xavier Guilhaud, directeur marketing à la Direction Générale de Spie Bati-gnolles et officier de réserve, a été sollicité pour assister le pilotage de cette opération auprès de l'Etat-Major de la FORPRONU en Bosnie. Parti fin mars à Sarajevo, il a été rejoint début avril par les autres officiers de réserve qui ont occupé immédiatement

Visite de Sarajevo avec Xavier de Victor (au centre) - Conseiller auprès de M. Eagleton.



des postes importants auprès de M. Eagleton - Haut Commissaire à la Reconstruction, qui est secondé par M. Rousselot - un ancien de Spie-Trindel, tous deux nommés par M. Akashi - représentant de l'ONU en Yougoslavie.

Approche pragmatique

Grâce à cette initiative de l'Etat-Major des Armées, des officiers de réserve, dotés d'une expérience d'entrepreneurs doublée d'une culture militaire, ont présidé les commissions qui ont été chargées d'étudier le schéma de reconstruction et de remise à niveau des services publics de Sarajevo. Un «project synopsis» a été rédigé en quelques semaines et présenté par le Haut Commissaire aux conférences de Vienne et de New York, permettant ainsi de mobiliser les instances internationales et les responsables locaux sur des projets concrets. Ce travail de terrain



(De gauche à droite) : Christian Tinarrage, Xavier Guilhou, Jean-Claude Tijou, sur la ligne de confrontation à Mostar (Bosnie).

a permis de rapprocher les communautés qui sont déchirées par cette guerre civile. Ainsi de nombreux contacts ont-ils été mis en œuvre avec l'incalculable concours de nombreuses entreprises françaises et le support de la diplomatie auprès de tous les circuits de décisions, tant du côté musulman que du côté des Serbes ou les Croates, pour préparer pragmatiquement cette phase de reconstruction. D'ores et déjà, des réalisations sont en cours sur la réhabilitation des réseaux d'eau et d'électricité à Sarajevo (avec la participation, entre autres, de Sogea et d'EDF), travaux qui revêtent une certaine importance pour les 400 000 habitants de la ville à la veille de l'hiver.

Notre Président, Claude Copin, qui s'inscrit dans cette démarche stratégique au niveau de la gestion des intérêts de la France, a souhaité se rendre compte sur le terrain de la situation et des résultats obtenus par cette mission. Du

25 au 30 juillet, C. Copin, assisté de Jean Renault (DGC), de Jean-Claude Tijou (Spie Batignolles Europe) et de Christian Tinarrage (Spie Enertrans), est allé sur tous les sites du conflit avec X. Guilhou. Reçu à chaque fois au plus haut niveau, C. Copin était le premier président d'entreprises françaises à rencontrer les dirigeants de Croatie et de Bosnie, et à envisager avec eux ces schémas de reconstruction qui représentent pour les populations un immense espoir d'un retour à une vie normale et nouvelle. Il a pu à Sarajevo, à Mostar et à Dubrovnik prendre la mesure des destructions et des enjeux que représente la stabilisation de cette région pour la Communauté Européenne.

Priorité aux réseaux : transport, électricité

A Sarajevo, malgré une situation tendue sur le secteur et qui ne cesse de se dégrader à la veille des grandes négocia-

tions autour des schémas de paix, C. Copin a rencontré les officiers de réserve et a pu se rendre compte du remarquable travail qu'ils avaient entrepris au sein de ce bureau d'études de l'ONU et de l'Etat-Major de la FORPRONU pour essayer de désenclaver la capitale bosniaque. Leurs efforts sont toutefois subordonnés, sur le court terme, aux engagements financiers que la communauté internationale a du mal à mobiliser face à une situation de surenchère militaire qui prend régulièrement les populations civiles en otages. Mais, la multiplication des opérations de jumelage, de coopération, de formation, qui sont entreprises quotidiennement, laissent entrevoir un avenir que tout le monde espère prometteur sur le moyen terme. Seule la Croatie bénéficie aujourd'hui de la confiance et de la mobilisation de la Banque Mondiale et du FMI et travaille à la remise en état, en priorité, de ses réseaux de transport et d'électricité.

Coopération inter-entreprises

Aujourd'hui, cette expérience est très appréciée pour son efficacité par tous les experts des états-majors diplomatiques et militaires. Cette opération « d'Affaires civiles », conduite par des cadres d'entreprises, mobilisés pour la circonstance dans un schéma onusien, devrait être systématisée à l'avenir dans le cadre de la réforme du Plan Armée 2000 et d'une utilisation plus adéquate des Réserves. Lors de la catastrophe humanitaire du Rwanda, des spécialistes de l'eau ont été à nouveau mobilisés pour assister l'Etat-Major français à Kigali.

L'objectif est de faire en sorte que la France, qui est très présente dans la phase d'interposition militaire, soit au rendez-vous des négociations « civiles » dans la phase du retour à la vie économique et à la vie civile.

Cette initiative permet notamment à nos entreprises de mieux concourir à l'audience de l'influence française en étant présentes dans ces opérations de reconstruction très en amont comme les anglosaxons. Compte tenu de l'intensité des crises qui se développent sur le plan mondial, et notamment en périphérie de l'Europe, les entreprises ne peuvent pas être indifférentes à cette nouvelle arme stratégique mise en œuvre par l'Etat-Major des Armées. Toutefois, comme l'a écrit Saint Exupéry: *Il ne suffit pas de prévoir l'avenir, il faut le permettre.* C'est à ce titre que Spie Batignolles a joué un rôle moteur dans cette expérience aux côtés d'autres entreprises comme Bouygues, Sogea, Thomson, Sofrerail..., favorisant ainsi une nouvelle approche inter-entreprises sur les pays en crise, au-delà des compétitions conventionnelles. ■